

jcdurbant

Tintin au pays des soviets (a war blog from France)

## Histoire: N'oublions pas que la première révolution a eu lieu en Angleterre (Human rights did not begin with the French Revolution)

Michel Duchein

### 50 années qui ébranlèrent l'Angleterre

Les deux Révolutions  
du XVII<sup>e</sup> siècle



*Il me semble voir toute la destinée de l'Amérique renfermée dans le premier Puritain qui aborda sur ses rivages, comme toute la race humaine dans le premier homme. Tocqueville*

*Quand la révolution éclata à Boston, on peut dire que ce n'était pas une révolution nouvelle mais la révolution de 1649 qui reparaisait après un ajournement d'un peu plus d'un siècle, et qu'allaient exécuter les descendants des Puritains de Cromwell. Châteaubriand (1827)*

*Il est paradoxal et absurde d'attribuer l'honneur d'avoir inventé les droits de l'homme à ceux qui ont mis la terreur à l'ordre du jour et promulgué la loi des suspects, en vertu de laquelle n'importe*

*qui pouvait être poursuivi pour n'importe quoi. Georges Gusdorf*

*N'oublions pas que la première révolution était celle de 1688 et qu'elle a eu lieu en Angleterre. Margaret Thatcher (à François Mitterrand lors du bicentenaire de la Révolution française, 1989)*

*Les droits de l'homme n'ont pas commencé avec la Révolution française. Ils remontent à la tradition judéo-chrétienne qui a proclamé l'importance de l'individu et le caractère sacré de la personne humaine et de certains droits des individus qu'aucun gouvernement ne peut leur retirer. Nous avons eu ensuite la Grande Charte en 1215, et la Déclaration des droits au dix-septième siècle, et notre révolution tranquille de 1688, lorsque le Parlement a imposé sa volonté à la monarchie. Nous avons d'ailleurs célébré, mais discrètement, cet événement l'an dernier. Bien sûr, ce n'était pas une révolution, mais un changement dans le calme, sans bain de sang. Liberté, Egalité, Fraternité ! C'est la fraternité qui a manqué pendant longtemps. Il n'y avait que sept prisonniers lorsque la Bastille a été prise... C'est incroyable que la Terreur ait pu suivre. Certains arguments qui ont été utilisés alors, par exemple que les contre-révolutionnaires doivent être exterminés, rendent un son familier aujourd'hui. C'est le langage des communistes. Et après, vous avez eu Napoléon, un homme remarquable, dont on ne célèbre pas assez les innovations administratives et juridiques, et qui a essayé d'unifier l'Europe par la force. On ne s'en est débarrassé qu'en 1815. Non, les droits de l'homme n'ont pas commencé en France. La Révolution a été un tournant fantastique, mais aussi une période de terreur. Quand on relit les livres d'histoire, on est horrifié par de nombreux aspects de cette époque, et certains Français sont tout autant horrifiés que nous. Margaret Thatcher (<http://lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/ARCHIVES/archives.cgi?ID=d626350127effdc106394b4776112eea815fae36e502d00c>)*

*Obama est le premier président américain élevé sans attaches culturelles, affectives ou intellectuelles avec la Grande-Bretagne ou l'Europe. The Daily Mail (<http://jcdurbant.wordpress.com/2010/03/23/presidence-obama-je-vous-presente-le-premier-president-americain-du-tiers-monde-meet-americas-first-third-world-president/>)*

*Culturellement, Obama déteste la Grande-Bretagne. Il a renvoyé le buste de Churchill sans la moindre feuille de vigne d'une excuse. Il a insulté la Reine et le Premier ministre en leur offrant les plus insignifiants des cadeaux. A un moment, il a même refusé de rencontrer le Premier ministre. Dr James Lucier (<http://jcdurbant.wordpress.com/2010/03/23/presidence-obama-je-vous-presente-le-premier-president-americain-du-tiers-monde-meet-americas-first-third-world-president/>) (ancien directeur du comité des Affaires étrangères du sénat américain)*

*Bienvenue dans le club des Etats qui ne laissent pas tomber les gens malades (...)* L'idée que ça fasse un débat d'une telle violence, que les plus pauvres d'entre vous ne soient pas laissés dans la rue, seuls, sans un centime face à la maladie, excusez-moi, nous, ça fait que 50 ans qu'on a résolu le problème. (...) *Si vous venez en France, s'il vous arrive quelque chose sur le trottoir, on ne vous demandera pas votre carte de crédit avant de vous accepter à l'hôpital. Nicolas Sarkozy (<http://www.lejdd.fr/International/Actualite/Quand-Sarkozy-titille-Obama-182800/>) (Columbia university, 01.04.10)*

*La France a besoin d'être un pays qui ne fait pas que donner des leçons. Le New York Times (<http://www.nytimes.com/2010/04/01/opinion/01thu2.html>) (01. 04. 10)*

Après notre drapeau (<http://jcdurbant.wordpress.com/2007/08/23/societe-maintenant-cest-a-notre-drapeau-quils-sen-prennent-another-blow-for-the-french-tricolor-said-to-be-inspired-from-us-red-white-and-blue/>) et notre Déclaration des droits de l'homme (<http://jcdurbant.wordpress.com/2007/08/23/histoire-notre-revolution-aussi-etait-americaine-more-bad-news-for-the-french-their-revolution-was-also-american-inspired/>), notre Voltaire (<http://jcdurbant.wordpress.com/2007/11/19/citations-maintenant-cest-a-notre-voltaire-quils-sen-prennent-what-a-fuss-about-an-omelette/>) et notre Proust (<http://jcdurbant.wordpress.com/2007/08/27/litterature-notre-fameux-questionnaire-de-proust-aussi-etait-anglais-new-blow-for-the-french-prousts-questionnaire-was-also-imported-from-britain/>) nationaux...

Au lendemain du jour où, au nom du "pays autoproclamé des droits de l'homme" qui donna aussi au monde la Terreur, notre Sarko national est allé faire la leçon à la plus ancienne démocratie du monde ...

Qui de surcroît venait de subir un véritable coup de force législatif (<http://jcdurbant.wordpress.com/2010/03/22/presidence-obama-le-president-rejoint-truman-et-roosevelt-au-pantheon-de-l%e2%80%99histoire-how-long-before-rushmore/>) du **premier président américain** à manifester autant de **mépris** (<http://jcdurbant.wordpress.com/2010/03/23/presidence-obama-je-vous-presente-le-premier-president-americain-du-tiers-monde-meet-americas-first-third-world-president/>) pour la longue tradition libérale anglosaxonne ...

Guerre civile, renversement de la monarchie, exécution du roi, république, coup d'Etat à la 18 brumaire, dictature militaire, restauration, révolution de velours ...

Retour, avec le dernier livre de l'historien **Michel Duchein**, sur **cette grande oubliée et pourtant première des révolutions européennes**.

A savoir la ou plutôt les deux révolutions anglaises qui en 50 ans à peine (de 1638 à 1689) et avec un siècle d'avance sur une France où triomphait alors l'absolutisme du Roi-Soleil, virent la terre natale de Locke expérimenter la quasi-totalité des modèles politiques.

Pour donner à l'Ancien comme au Nouveau monde, le **premier modèle de nos démocraties modernes** ...

**1640-1688: l'Angleterre invente la révolution**  
(<http://www.valeursactuelles.com/histoire/actualit%C3%A9s/l%E2%80%99angleterre-invente-r%C3%A9volution.html>)

Frédéric Valloire

le 25/03/2010

Monarchie absolue, république, dictature, les Anglais ont tout essayé durant un demi-siècle avant d'établir leur actuelle monarchie parlementaire. N'oublions pas que la première révolution a été celle de 1688, et qu'elle a eu lieu en Angleterre, aurait dit avec ironie Mme Thatcher, lors des cérémonies du bicentenaire de la Révolution française où elle avait été invitée par François Mitterrand. Avec un siècle d'avance sur la France, l'Angleterre entreprend le premier procès royal, met un roi à mort, installe un régime républicain, connaît une restauration qui échoue, puis elle plonge dans une seconde révolution et s'engage dans la voie politique qui est restée la sienne.

La première révolution dure vingt ans, de 1640 à 1660. Le roi Charles Ier y perd la tête, une guerre civile éclate, la monarchie est abolie, une république proclamée (le Commonwealth d'Angleterre). Elle aboutit à un gouvernement personnel, militaire, autoritaire dirigé par un lord protecteur, l'énigmatique Oliver Cromwell, sorte de Frédéric II mystique, génie militaire spontané, qui traverse l'histoire anglaise avec la rapidité d'un météore. Une séquence que les Anglais nomment la Grande Rébellion.

Lui succède une restauration monarchique de vingt-huit années. Roi de 1660 à 1685, Charles II, le fils du roi décapité, promulgue la loi de l'habeas corpus et cherche à cicatrifier les blessures passées. À sa mort, la couronne revient à son frère Jacques II. Courageux, patriote, affable, il a le

tort d'être catholique et rigide. En trois ans, il perd tout crédit. Un concours de circonstances entraîne ses adversaires, des nobles protestants, à prendre contact avec Guillaume d'Orange, son gendre, protestant et hollandais.

En novembre 1688, Guillaume débarque en Angleterre. Abandonné par tous, Jacques se réfugie en France d'où il tentera des débarquements en Irlande. En février 1689, une Convention élue déclare Guillaume III et Marie, son épouse, roi et reine, qui doivent accepter le Bill of Rights, la "Déclaration des droits".

En 1660, restauration monarchique : "Le roi, c'est la loi"

Ainsi en moins d'un demi-siècle, les Anglais expérimentent tous les régimes politiques et imaginent toutes les utopies. Est mise à l'épreuve une monarchie absolue avec Charles Ier qui fait sienne la formule de son père Rex est lex, et avec Jacques II, obstiné dans sa mission divine de restaurer le catholicisme. Est essayée une sorte de communisme protestant et puritain avec le mouvement des Niveleurs qui voyaient en Jésus-Christ, ce "puissant esprit de fraternité", le "Niveleur en chef". Dans la société égalitaire conforme à l'ordre divin dont ils rêvaient et que les diggers ("piocheurs") tentent de mettre sur pied dans le Surrey, il n'y a plus ni mendiants, ni seigneur, ni police, ni prisons. Est aussi mise à l'essai une république parlementaire pendant cinq ans : le résultat est un désastre ; le Parlement républicain et le Conseil d'État déconsidérés, l'Écosse et l'Irlande écrasées, et le puritanisme impose une série de lois intransigeantes. Quant à Cromwell, il invente un régime personnel, dictatorial, avec « Dieu le Père et Jésus-Christ comme inspireurs quotidiens, la Bible comme manuel de gouvernement et la "verge de fer" en main ». À quoi s'ajoute un Parlement qui oppose la coutume anglaise au droit divin.

Pendant cinquante ans, l'Angleterre se transforme en laboratoire politique qui annonce les révolutions américaine, française et même soviétique. Et tout cela débouche sur une monarchie tempérée, modèle et référence obligés pour les philosophes du siècle des Lumières.

Car avec le Bill of Rights naît, dit-on, la démocratie en Europe. Voté par les deux Chambres (Lords et Communes), ce document est déroutant pour les Français. Point de grands principes universels fondés sur une vision philosophique des droits de l'homme, mais une énumération prosaïque et concrète de ce qui est interdit au roi, par exemple lever de l'argent sans l'autorisation du Parlement ou limiter le droit de pétition, la liberté de parole. Et c'est seulement après avoir juré de respecter ce catalogue d'interdictions que Guillaume reçoit le titre royal, comme s'il était nommé souverain sous condition. La mise sous tutelle de la Couronne est complétée par la loi de Succession, votée en septembre 1701, qui constitue l'acte fondateur du régime constitutionnel anglais dont les dispositions sont toujours en vigueur.

Dans ce laboratoire politique, Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Burke, Benjamin Constant, Karl Marx, Jaurès et Rosa Luxemburg piochent des idées, trouvent des leçons à méditer, découvrent des justifications et des ancêtres. Et comme les personnalités et les caractères y tiennent une place essentielle, chacun en tire un rapprochement à sa convenance. Ainsi en France, où la Révolution de 1789 est prise comme l'étalonnage, se dessinent des parallèles entre Charles Ier et Louis XVI, Cromwell et Bonaparte, Charles II et Louis XVIII, Jacques II et Charles X, Guillaume III et Louis-Philippe.

Les historiens s'accordent pour rechercher les origines de la révolution de 1640 dans le règne de Charles Ier qui succède en 1625 à son père Jacques Ier, le premier des Stuarts. Personne n'affirme plus, comme aux deux derniers siècles, que la révolution de 1640 est le résultat inéluctable du sens de l'Histoire. Mais les historiens hésitent en revanche sur le point de savoir si les deux révolutions sont des événements indépendants l'un de l'autre, ou si le putsch de 1688-1689 est l'ultime aboutissement de la révolution de 1640-1660.

Partisan de la première solution, Guizot, le libéral de la monarchie de Juillet. Dans son Histoire de la révolution d'Angleterre, 1625-1660, une œuvre brillante, essentielle, parue de 1827 à 1856 (disponible chez "Bouquins", Robert Laffont), il ne dépasse pas l'année 1660, date de la Restauration de Charles II. S'il est vrai que la première révolution constitue le traumatisme majeur de l'histoire de la Grande-Bretagne, il est nécessaire malgré tout de poursuivre l'histoire jusqu'à la Glorieuse Révolution pour disposer d'une vision globale. Ce qu'a entrepris Michel Duchein dans une belle synthèse qui enchaîne les deux épisodes.

De cet entrelacs d'événements où alternent les armes et les prières, où s'entretuent Écossais, Irlandais et Anglais, où s'affrontent "cavaliers" et "têtes rondes", où naissent whigs et tories, où les drames, les favoris, les complots succèdent aux grands procès et aux coups de force, où la politique étrangère intervient sans cesse et brouille les pistes, Duchein démêle le déroulement et les enchaînements. Il en dégage deux lignes de force : le problème des rapports entre le Parlement et le roi, la place de la religion et de l'Église anglicane dans la vie politique. Sans négliger de vigoureux portraits et le hasard qui fait dévier le cours de l'Histoire.

Durant ces cinquante années, l'Angleterre a changé. Profondément. Avec son lot de destructions et de saccages : palais royaux vandalisés, châteaux de lords royalistes rasés, leur contenu vendu ou détruit. Ainsi un Rubens est jeté à la Tamise. Sans connaître une cassure comparable à celle de 1789 pour la France, l'Angleterre est ébranlée par ces révolutions qui ruinent les royalistes, enrichissent les soldats de Cromwell et mettent en avant de nouvelles générations de propriétaires soucieux du rendement de leurs terres.

La monarchie absolue et la république sont également rejetées. Deux régimes détestables aux Anglais. La victoire revient à la monarchie qui sort renforcée de l'épreuve. Renforcée et transformée. Depuis le règne d'Élisabeth Ire, la dernière des Tudors, un conflit, latent puis ouvert, existe entre le pouvoir du roi et celui du Parlement : la prérogative royale l'emportait nettement sur le contrôle parlementaire. Même évolution sur le continent où les monarchies dites absolues remplacent les vieilles monarchies féodales. Or en Angleterre, à partir de 1689 se met en place la première monarchie parlementaire de l'Histoire.

Autre innovation liée à la seconde révolution : la liberté de l'édition et de la presse, une exception en Europe avec les Provinces-Unies. Enfin, dernière innovation politique, l'union des trois royaumes, Angleterre, Écosse, Irlande en un État unique de 1651 à 1660. Certes, l'union est éphémère, mais elle ouvre des perspectives, prépare en Écosse les esprits au traité d'Union de 1707 qui crée la Grande-Bretagne. À l'inverse, en Irlande, les conséquences de la rébellion catholique de 1641, la reconquête cromwellienne et la guerre orangiste de 1689-1690 se feront sentir jusqu'au XXe siècle.

La montée du puritanisme presbytérien marque la société

Bouleversements religieux également. Les plus mal lotis sont les catholiques ; seuls les protestants bénéficient de la liberté de culte. Et toute personne professant la religion papiste, mariée à un (ou une) papiste, est exclue de la couronne. L'Angleterre n'aura donc jamais plus un roi, un régent ou un protecteur catholique. Même si l'Église anglicane est rétablie dans ses privilèges, la montée du puritanisme presbytérien marque la société. Les soldats de Cromwell proscrivent le théâtre, la danse, les jeux et le dimanche est jour d'ascèse.

En 1642, une vague d'iconoclasme dévaste le pays, s'étend jusqu'à l'aspect des rues, jusqu'aux enluminures des livres. À Cantorbéry, 63 vitraux sur 68 sont détruits ; ils rivalisaient en beauté avec ceux de Chartres ! De cela, une survivance : le redoutable dimanche anglais. Ce n'est qu'à partir de la Glorieuse Révolution que les questions religieuses n'interfèrent plus dans le champ politique.

En outre, les controverses politiques et les débats religieux ont encouragé la vie intellectuelle. Si le théâtre a perdu sa puissante vitalité, pamphlets, essais, libelles et traités pullulent. Avec son *Oceana* (1656) qui peint une république idéale, James Harrington, un utopiste, influencera la constitution des colonies anglaises d'Amérique et celle des États-Unis. Au contraire, Thomas Hobbes, dans son *Leviathan* (1651), pense que seul un pouvoir fort peut juguler l'instinct naturel de l'homme pour l'anarchie et la violence. John Milton, lui, artiste sensuel et puritain moralisateur, compose un grand poème chrétien sur le thème de la chute originelle, le *Paradis perdu* (1667). Enfin, John Locke, avec ses *Deux traités sur le gouvernement* (1689) qui exposent la théorie du pacte social et la division des pouvoirs, irriguera toute la réflexion politique des Lumières, que fascine le XVIIe siècle anglais.

C'est ainsi que Louis XVI lit l'*Histoire d'Angleterre, maison de Stuart sur le trône d'Angleterre*, de David Hume dans la traduction de l'abbé Prévost. Ce qui lui vaut la remarque de Turgot, admirateur du libéralisme économique britannique : « Sire, souvenez-vous que c'est la faiblesse qui a mis la tête de Charles Ier sur le billot. » 50 années qui ébranlèrent l'Angleterre, de Michel Duchein, Fayard, 500 pages, 26 euros.

**Voir aussi:**

**[Ce demi-siècle de feu et de sang où la bourgeoisie britannique chercha sa voie](http://www.humanite.fr/2010-03-20/L-Humanite-des-debats/Ce-demi-siecle-de-feu-et-de-sang-ou-la-bourgeoisie)**  
([http://www.humanite.fr/2010-03-20 L-Humanite-des-debats Ce-demi-siecle-de-feu-et-de-sang-ou-la-bourgeoisie](http://www.humanite.fr/2010-03-20/L-Humanite-des-debats/Ce-demi-siecle-de-feu-et-de-sang-ou-la-bourgeoisie))

Guy Lemarchand, historien

L'Humanité

le 20 mars 2010

50 années qui ébranlèrent l'Angleterre, de Michel Duchein, Éditions Fayard, 2010, 500 pages, 26 euros.

Marx présentait les révolutions anglaises du XVIIe siècle comme les premières révolutions bourgeoises de l'histoire. Alors que leurs collègues britanniques y consacrent toujours de nombreuses recherches, dans les dernières décennies elles ont peu attiré l'attention des historiens français, probablement parce que les commotions d'outre-Manche paraissent plus entachées d'archaïsme que la Révolution française.

D'une écriture aisée, cette synthèse de Michel Duchein est donc singulièrement opportune. Y sont décrits le développement de l'autoritarisme politique et fiscal et les sympathies apparemment catholiques des deux souverains Stuart jusqu'à la rupture de 1641, la longueur et les intrigues de la guerre entre le Parlement et Charles Ier jusqu'à son exécution en 1649, et le caractère dictatorial du régime de Cromwell qui en résulte.

Apparaît aussi combien la révolution de 1688 constitue l'achèvement des réformes esquissées dans les années 1640, établissant un système de relative liberté individuelle, d'alternance au pouvoir de partis différents et de tolérance dans le cadre du christianisme anglican d'État. La renommée du Royaume-Uni au XVIIIe siècle vient de la « glorieuse révolution » et de sa légende faisant de Guillaume d'Orange un père du libéralisme.

L'auteur a adopté un parti pris d'historiographie uniquement politique et religieuse, où prime de manière presque exclusive le récit dans l'ordre chronologique. L'enchaînement mécanique des événements, le heurt des personnalités dirigeantes et le hasard deviennent les clefs qui ouvrent toutes les portes.

À l'inverse, les données économiques, démographiques et sociales, comme la crise de subsistances de 1641-42 ou la dépression de la draperie ancienne après 1620 qui déstabilisent nombre de travailleurs, ou le boom du commerce dans les années 1690 qui facilite l'acceptation du changement de 1688, ne sont pas réellement prises en compte.

La présence du peuple dans ces mouvements se limite aux manifestations de foule relevées dans la capitale, tandis que la province et la campagne, malgré les travaux britanniques sur ces terrains, n'ont pas voix au chapitre.

La question de l'ouverture de la noblesse, la gentry, ou celles des actes de navigation et du déclin des corporations, premiers signes de la puissance nouvelle de la bourgeoisie auraient mérité d'avantage. Mais on lira force détails sur Buckingham, le faux amant d'Anne d'Autriche, ou sur les faiblesses de Jacques II.

### **Voir enfin:**

La préparation du sommet des Sept et la célébration du Bicentenaire

**"Les droits de l'homme n'ont pas commencé en France", nous déclare Mme Thatcher**  
(<http://lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/ARCHIVES/archives.cgi?ID=d626350127effdc106394b4776112eea815fae36e502d00c>)

Jacques Amalric, Dominique Dhombres

Le Monde

13.07.89

Alors que les premiers chefs d'Etat et de gouvernement invités à célébrer le Bicentenaire de la Révolution française et à participer – du 14 au 16 juillet – au sommet des sept pays industrialisés arrivent à Paris, la polémique se poursuit à propos de la simultanéité des deux événements. Dans un entretien qu'elle a accordé le mardi 11 juillet au "Monde", Mme Margaret Thatcher entre à sa façon dans le débat en affirmant notamment : "Les droits de l'homme n'ont pas commencé en France."

- Etes-vous agacée par la coïncidence du sommet des Sept avec la commémoration du Bicentenaire de la Révolution française ?

- Je ne suis nullement irritée puisque nous devons de toute façon avoir un sommet des Sept entre mai et juillet. M. Mitterrand a estimé que, si nous nous réunissions en juillet, nous pourrions aussi rencontrer beaucoup d'autres chefs d'Etat et de gouvernement, ce qui est toujours utile. Par exemple, si je viens de voir Mme Bhutto à Londres, je n'ai pas vu M. Gandhi depuis longtemps.

\_ Que pensez-vous de l'idée selon laquelle les droits de l'homme ont commencé avec la Révolution française ?

\_ Les droits de l'homme n'ont pas commencé avec la Révolution française. Ils remontent à la tradition judéo-chrétienne qui a proclamé l'importance de l'individu et le caractère sacré de la personne humaine et de certains droits des individus qu'aucun gouvernement ne peut leur retirer. Nous avons eu ensuite la Grande Charte en 1215, et la Déclaration des droits au dix-septième siècle, et notre révolution tranquille de 1688, lorsque le Parlement a imposé sa volonté à la monarchie. Nous avons d'ailleurs célébré, mais discrètement, cet événement l'an dernier. " Bien sûr, ce n'était pas une révolution, mais un changement dans le calme, sans bain de sang. Liberté, Egalité, Fraternité ! C'est la fraternité qui a manqué pendant longtemps. Il n'y avait que sept prisonniers lorsque la Bastille a été prise... C'est incroyable que la Terreur ait pu suivre. Certains arguments qui ont été utilisés alors, par exemple que les contre-révolutionnaires doivent être exterminés, rendent un son familier aujourd'hui. C'est le langage des communistes. Et après, vous avez eu Napoléon, un homme remarquable, dont on ne célèbre pas assez les innovations administratives et juridiques, et qui a essayé d'unifier l'Europe par la force. On ne s'en est débarrassé qu'en 1815. Non, les droits de l'homme n'ont pas commencé en France. La Révolution a été un tournant fantastique, mais aussi une période de terreur. Quand on relit les livres d'histoire, on est horrifié par de nombreux aspects de cette époque, et certains Français sont tout autant horrifiés que nous.

\_ Pensez-vous que les Français en font trop pour cette célébration ?

\_ C'est à chaque pays de décider comment il veut célébrer ce genre d'événement. Vous avez eu la tour Eiffel, il y a un siècle, pourquoi ne vous amuseriez-vous pas cette fois comme vous l'entendez ?

\_ Etes-vous hostile à la publication d'une déclaration sur les droits de l'homme à l'occasion du sommet des Sept ?

\_ Je suis tout à fait disposée à ce qu'il y ait une déclaration sur les droits de l'homme proprement dits : liberté d'expression, liberté de circulation, liberté de culte. Ce sont des droits qu'on ne peut pas vous retirer. Mais il y a des gens qui parlent de leur droit à une protection sociale. Il ne s'agit pas d'un droit en tant que tel. Vous en bénéficiez seulement si quelqu'un d'autre y a pensé pour vous. Cela n'entre pas dans la catégorie des droits de l'homme. Pour en jouir, vous avez de votre côté des devoirs à accomplir. C'est une sorte de contrat mutuel que vous passez avec la collectivité : " Je m'occuperai de vous si vous êtes dans le besoin, à condition que vous fassiez de même à mon égard. " Vous n'avez pas non plus droit à un bon environnement. Qu'est-ce qui se passe lorsqu'il y a un tremblement de terre, un ouragan, une inondation, un incendie ?

\_ Quelles sont les principaux sujets politiques que vous voudriez voir aborder à Paris ?

\_ Il faut évidemment parler de la Chine. Le monde ne comprendrait pas si nous n'en parlions pas. Nous avons tous encore en tête les images que nous avons vues à la télévision. Nous pensions tous que Deng Xiaoping avait réformé la Chine. Il avait subi la révolution culturelle, et nous pensions que ce qu'il avait fait était irréversible, et qu'il était impossible d'en revenir à cette tyrannie. Nous avons tort. Cela a été un choc. Il est trop tentant, en politique étrangère, de prêter inconsciemment à nos partenaires nos valeurs fondamentales. C'est une grave erreur. Nous devons les juger en fonction de ce qu'ils sont réellement, et non selon nos désirs.

\_ Est-ce que cette leçon des événements chinois peut s'appliquer à l'Union soviétique ?

\_ Oh oui ! Certains pensent que ce qui se passe en URSS est irréversible ; je le souhaite et je suis encouragée par les réformes politiques intervenues. Mais on ne peut pas oublier que l'Union soviétique a des siècles de retard en matière économique, et qu'elle ne connaît rien à la liberté d'entreprise. Les ordres, même concernant les sujets les plus mineurs, sont toujours venus d'en haut. C'est bien pour cela que M. Gorbatchev a commencé par des réformes politiques, mais la vraie difficulté sera d'en finir avec des siècles d'autoritarisme et de centralisme. " Une partie des réformes politiques est sans doute irréversible, mais le vrai problème restera d'élever le niveau de vie. L'incertitude dans laquelle nous sommes à propos de l'Union soviétique s'applique aussi à des pays comme la Hongrie et la Pologne, et elle va durer encore très longtemps. C'est pourquoi des gens comme moi insistent pour que nous maintenions une défense sûre. Si nous estimons que notre liberté dépend de l'existence d'un Etat de droit, nous devons nous souvenir que ces pays n'en ont jamais bénéficié, et nous, Occidentaux, devons rester unis.

\_ M. Mitterrand a dit récemment que le devoir des démocraties était d'aider M. Gorbatchev et la perestroïka. Qu'en pensez-vous ?

\_ Grands dieux ! J'ai été la première à le dire. Souvenez-vous, quand il est venu la première fois ici en tant que secrétaire général. Quand j'ai lu et entendu ses discours sur la perestroïka, et Dieu sait qu'ils sont longs, je lui ai dit : " Oui, nous vous soutenons ! " Alors, les dirigeants d'autres pays m'ont demandé : " Pourquoi le soutenez-vous ? Ne pensez-vous pas qu'il s'efforce simplement d'améliorer le communisme ? " Je leur ai répondu : " Non, parce qu'on ne peut pas améliorer le communisme et élargir le champ des libertés " ; tout élargissement des libertés est bénéfique pour l'humanité toute entière. Le fait que je soutienne les efforts de Gorbatchev ne signifie absolument pas que je sous-estime les difficultés qu'il rencontre. Mon approche est très réaliste. Il n'en demeure pas moins que c'est le premier Russe pas comme les autres que j'aie rencontré. " Je suis sûre que M. Mitterrand partage mon point de vue. Nous avons beaucoup en commun tous les deux. De même, nous sommes d'accord sur la nécessité de maintenir nos forces de dissuasion.

\_ Avez-vous été déçue par le résultat du dernier sommet de l'OTAN à Bruxelles à propos des armes nucléaires à courte portée ?

\_ Non, pas du tout. Nous avons obtenu d'excellents résultats à cette réunion. Il n'y aura pas de négociations sur les armes nucléaires à courte portée avant bien longtemps, pas avant qu'un accord sur les armes conventionnelles ne soit mis en application. Il est entendu qu'il n'y aura pas de troisième option zéro. On ne peut pas avoir en même temps une troisième option zéro et le

maintien de la doctrine de la riposte graduée. Cela reviendrait à proclamer cette doctrine tout en se refusant les moyens militaires de l'appliquer. Il est également très clair dans la déclaration que les armes à courte portée ne sont pas assimilées aux armes conventionnelles mais font partie intégrante de la dissuasion nucléaire. Il ne resterait sinon que les gros missiles intercontinentaux, dont les Soviétiques peuvent penser qu'ils ne seront jamais utilisés. " Je vous assure, c'est une excellente déclaration, à condition bien sûr que tous les gouvernements qui y ont souscrit respectent son esprit. N'oubliez surtout pas que ce communiqué ne concerne que l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ; si les choses tournent mal, nous les Occidentaux ne pourrions obtenir de renforts qu'après qu'ils auront traversé l'Atlantique. Mais les Soviétiques n'ont que trois heures de vol depuis l'Oural jusqu'à la ligne de front. N'oubliez jamais la géographie quand vous négociez avec les Soviétiques.

\_ Quelles sont vos priorités économiques pour le sommet des Sept ?

\_ La première est que nous poursuivions une politique économique saine. Pendant les premières années des sommets économiques, on a surtout essayé d'ajuster nos politiques, ce qui abouti à un fort taux de chômage et d'inflation. Pendant les années suivantes, on est allé plus loin. On a décidé que l'essentiel était que la masse monétaire reste en rapport avec les capacités de production de chaque pays, que les dépenses publiques soient contrôlées, et que le déficit budgétaire ne soit pas trop élevé. Il faut aussi que le système fiscal ne décourage pas ceux qui travaillent dur. Il n'y a pas de solution de rechange à une saine gestion de l'économie. " L'autre sujet très important pour ce sommet est la recherche d'une politique de libre-échange sur une base multilatérale. Alors que les discussions dans le cadre du GATT se poursuivent, il existe une tendance à conclure des accords bilatéraux qui réduisent la liberté de commerce. Trop d'entre nous adoptent aussi des règlements protectionnistes. La politique agricole commune, par exemple, est protectionniste. Il faut examiner tout cela dans le cadre du GATT. Et cela doit concerner non seulement l'agriculture, mais aussi les services et la propriété intellectuelle. Toute tendance au protectionnisme, et nous y sommes tous sujets, ne peut que limiter les échanges mondiaux, et cela ne fait aucun bien ni aux pays industrialisés ni au monde libre. " Nous devons aussi, comme nous l'avons fait l'an dernier à Toronto, étudier la position des pays riches vis-à-vis de la dette. Je ne pense pas cependant qu'on puisse prendre à cette occasion les décisions vraiment nouvelles. Ce qui est accompli actuellement par le biais des institutions internationales, le FMI, la Banque mondiale, est la bonne manière de procéder. " Dernier sujet important, l'environnement. Pendant trop longtemps, nous avons supposé que l'écosystème mondial ne serait pas affecté par l'homme. Or ce n'est pas le cas. Nous n'avons qu'un droit de location sur ce monde, et nous devons le transmettre aux générations à venir dans le même état que nous l'avons trouvé.

\_ Et la dette privée?

\_ Je ne parlais que de la dette publique. Les banques d'affaires prennent leurs propres décisions. Il leur appartient de dire si elles veulent prêter davantage, dans l'espoir de récupérer leurs créances, si elles réduisent la dette, ce qui est justifiable d'un point de vue comptable, puisque, dans notre pays, une créance douteuse vient en déduction des bénéfices imposables. D'une certaine manière donc, c'est le contribuable qui finance aussi la réduction de la dette privée. Le contribuable est également souvent sollicité par le biais de la garantie que le gouvernement accorde à certains prêts

ou à certains contrats qui ne sont finalement ni remboursés ni remplis. Voilà pourquoi, depuis dix ans que je suis au gouvernement, je n'ai jamais essayé de persuader une banque soit d'accorder un prêt, soit d'agir de façon contraire à ses intérêts commerciaux.

\_ Vous attendez-vous à une confrontation entre les pays européens et les Etats-Unis à propos du protectionnisme ?

\_ Je ne crois pas qu'il y aura de confrontation. Je pense que tout le monde sera d'accord pour faire tomber les barrières. La grande bataille reste la politique agricole commune. Beaucoup de gens craignent que son protectionnisme soit renforcé après 1992, et c'est aussi parfois mon cas. J'ai jeté un coup d'oeil sur le projet de charte sociale européenne, et je crains que de telles mesures n'alourdissent les coûts de production dans une proportion telle qu'on doive élever une grande barrière pour se protéger du monde extérieur. Ce serait absurde. Ce qu'il faut reconnaître, c'est que la liberté du commerce est favorable aussi bien aux pays industrialisés qu'à ceux du tiers-monde. Souvenez-vous que l'objectif du traité de Rome était de créer un marché unique, et il y a quelque ironie en ce que cela ait demandé tant de temps. Le but était d'abaisser les barrières entre nous et non d'en dresser d'autres avec l'extérieur. "

\_ Que répondez-vous quand vous entendez M. Mitterrand dire que vous êtes un frein pour l'Europe ?

\_ Est-ce qu'il peut vraiment dire que je suis un frein ? Nous avons été les premiers à tenter de remettre d'aplomb la politique agricole commune et nous avons persisté parce que nous estimions qu'on ne pouvait pas continuer à consacrer la moitié du budget à subventionner des excédents de production agricole. Nous avons réussi. Nous avons été les premiers à assainir le budget. Nous sommes le second bailleur de fonds de la Communauté, avec milliards de livres (plus de milliards de francs). Nous avons aboli le contrôle des changes il y a dix ans. La France ne l'a pas encore fait. Nous sommes un exemple pour l'Europe. Nous avons depuis dix ans une liberté totale de circulation des capitaux. La France ne l'a pas encore. Londres est la place financière la plus ouverte qui soit. Prenez Francfort à titre de comparaison. De nombreux règlements nous en interdisent l'accès. " Un frein ? Les navires de toute l'Europe et d'ailleurs peuvent venir chercher du fret dans un de nos ports pour l'amener dans un autre. Est-ce que nos bateaux peuvent faire de même dans les ports européens ? Jamais de la vie ! Le tunnel sous la Manche, dont nous avons décidé la construction avec M. Mitterrand, est l'un des plus grands changements de ce siècle. Mais un camion qui apporte de la marchandise en Europe devrait avoir le droit de prendre un nouveau chargement et de le déposer là où il veut sur le chemin du retour. Est-ce que c'est le cas ? Jamais de la vie ! Il y a des centaines de barrières en Europe et nous sommes à l'avant-garde du combat pour les faire tomber.

\_ Avez-vous été déçue par le résultat des élections européennes, en particulier par le succès des Verts ?

\_ Oui, j'ai été déçue. Mais le problème est que vu d'ici, le Parlement européen semble une institution très lointaine. Le Parlement de Westminster est familier aux Britanniques. Tous les mardis et tous les jeudis, ils m'entendent répondre à l'opposition. Ils comprennent cela mais ils ne comprennent pas vraiment un parlement où l'on parle dix langues et où il n'y a pas ce genre de débats. Voilà pourquoi certains de nos électeurs ne sont pas allés voter. " Quant au vote en faveur

des Verts, je crois qu'il s'agit d'un vote de protestation en milieu de législature. Mais le programme des Verts qui demande un revenu minimum pour tous et le désarmement unilatéral est délirant. Jadis le vote de protestation allait aux libéraux ou aux sociaux-démocrates : cette fois-ci il a joué en faveur des Verts. Mais, quand il s'agit de mesures concrètes, il n'y a pas, en Grande-Bretagne, de parti plus écologiste que nous. " L'univers est resté intact pendant des millions d'années avec une très faible population humaine. Depuis ma naissance, la population a doublé. Et au cours du siècle écoulé, on a brûlé le charbon, le gaz et maintenant le pétrole, en quantités colossales. L'écosystème a nécessairement été bouleversé. Nous ne savons pas tout mais nous savons qu'il y a un certain nombre de choses qu'il ne faut pas faire. Nous ne devons pas abattre les forêts tropicales et nous ne devons pas rejeter dans l'atmosphère des gaz qui endommagent la couche d'ozone. Il faut prendre des mesures à l'échelle mondiale. Ce n'est pas seulement un désir, c'est une nécessité.

\_ Etes-vous favorable ou hostile à des sanctions contre la Chine ?

\_ Je suis absolument contre des sanctions économiques. Bien sûr, nous avons suspendu toute coopération militaire ainsi que les visites de haut niveau et l'octroi de nouveaux crédits pour de gros contrats d'équipement. En revanche, les contrats en cours, comme la construction d'une centrale nucléaire en commun avec la France, sont maintenus. N'oubliez pas que des sanctions économiques se retourneraient contre Hongkong. " Nous avons fait connaître notre sentiment d'horreur, mais nous avons une grande responsabilité à l'égard de Hongkong. Nous devons veiller à ce que l'accord que nous avons signé en toute bonne foi avec Pékin soit respecté. Il implique que le mode de vie propre à Hongkong, sa liberté, le développement de sa démocratie, son système capitaliste soient préservés pendant cinquante ans après 1997. Et le meilleur moyen pour ce faire est que Hongkong conserve sa valeur économique pour la Chine en tant que partenaire commercial et point d'ouverture sur le monde extérieur.

\_ Vous devez rencontrer mercredi Mme Albertina Sisulu, une des militantes noires anti-apartheid d'Afrique du Sud. Comment voyez-vous les récents changements en Afrique australe ?

\_ M. Walter Sisulu, qui est âgé de plus de quatre-vingts ans, a été arrêté en même temps que M. Nelson Mandela, et je souhaitais rencontrer son épouse. Je pense effectivement que la situation évolue en Afrique australe. Il y a eu d'abord l'accord sur l'indépendance de la Namibie, qui aurait été impossible sans la pleine coopération de l'Afrique du Sud, des Etats-Unis, de l'Union soviétique, de Cuba et de l'Angola. Et après les élections de septembre prochain en Afrique du Sud, les dirigeants de ce pays savent qu'ils ne pourront pas entamer un processus de négociation interne aussi longtemps que Nelson Mandela ne sera pas libre de ses mouvements et de ses propos. Aucun Noir sud-africain n'acceptera de négocier avec le gouvernement tant que Mandela sera en prison. Mais je crois qu'il y a maintenant un espoir de le voir libéré, bien que je n'aie reçu aucune garantie à ce sujet.

\_ Où en est-on à propos de la " condamnation à mort " de Salman Rushdie ?

\_ C'est vraiment consternant. Il est inadmissible que l'on puisse demander à ses fidèles d'aller assassiner quelqu'un dans un autre pays. C'est la liberté d'expression qui est en jeu. Il n'est tout simplement pas question de renoncer à défendre ce qui est un droit de l'homme essentiel. J'espère que bientôt les Iraniens aussi le comprendront. Mais en attendant, il nous appartient de protéger Salman Rushdie. "

This entry was posted on Dimanche 4 avril 2010 à 10:13 and is filed under [désinformation](#), [histoire](#), [libertés](#), [livres](#), [politique](#), [Russie](#), [UK](#). You can follow any responses to this entry through the [RSS 2.0](#) feed. Vous pouvez [poster un commentaire](#) ou [rétrolier](#) depuis votre site.

## 4 réponses à *Histoire: N'oublions pas que la première révolution a eu lieu en Angleterre (Human rights did not begin with the French Revolution)*

**Nankin/160e: Une guerre civile qui fait deux fois plus de victimes que 14-18 (Looking back at the worst civil war in history) | jcdurbant dit :**

20 mars, 2013 à 6:48

[...] l'Angleterre, les Etats-Unis, la Suisse (1 mois, 100 morts), Israël (10 minutes, zéro morts)  
[...]

J'aime

J'aime ceci

### **Réponse**

**Nankin/160e: Une guerre civile millénariste qui a fait deux fois plus de victimes que 14-18 (I came not to send peace: Looking back at one of the worst civil wars in history) | jcdurbant dit :**

20 mars, 2013 à 8:21

[...] l'Angleterre, les Etats-Unis, la Suisse (1 mois, 100 morts), Israël (10 minutes, zéro morts)  
[...]

J'aime

J'aime ceci

### **Réponse**

**Nankin/160e: C'est les Occidentaux et leur maudite religion, imbécile ! (I came not to send peace: Looking back at one of the worst civil wars in history) | jcdurbant dit :**

20 mars, 2013 à 8:50

[...] l'Angleterre, les Etats-Unis, la Suisse (1 mois, 100 morts), Israël (10 minutes, zéro morts)  
[...]

J'aime

J'aime ceci

### **Réponse**

**Révolutions de couleur: Rien de plus dur que l'apprentissage de la liberté (The seed sprang up quickly: what's gone wrong with democracy ?) | jcdurbant dit :**

28 février, 2014 à 6:44

[...] Les droits de l'homme n'ont pas commencé avec la Révolution française. Ils remontent à la tradition judéo-chrétienne qui a proclamé l'importance de l'individu et le caractère sacré de la personne humaine et de certains droits des individus qu'aucun gouvernement ne peut leur retirer. Nous avons eu ensuite la Grande Charte en 1215, et la Déclaration des droits au dix-septième siècle, et notre révolution tranquille de 1688, lorsque le Parlement a imposé sa volonté à la monarchie. Nous avons d'ailleurs célébré, mais discrètement, cet événement l'an dernier. Bien sûr, ce n'était pas une révolution, mais un changement dans le calme, sans bain de sang. Liberté, Egalité, Fraternité ! C'est la fraternité qui a manqué pendant longtemps. Il n'y avait que sept prisonniers lorsque la Bastille a été prise... C'est incroyable que la Terreur ait pu suivre. Certains arguments qui ont été utilisés alors, par exemple que les contre-révolutionnaires doivent être exterminés, rendent un son familier aujourd'hui. C'est le langage des communistes. Et après, vous avez eu Napoléon, un homme remarquable, dont on ne célèbre pas assez les innovations administratives et juridiques, et qui a essayé d'unifier l'Europe par la force. On ne s'en est débarrassé qu'en 1815. Non, les droits de l'homme n'ont pas commencé en France. La Révolution a été un tournant fantastique, mais aussi une période de terreur. Quand on relit les livres d'histoire, on est horrifié par de nombreux aspects de cette époque, et certains Français sont tout autant horrifiés que nous. Margaret Thatcher [...]

J'aime

J'aime ceci

### **Réponse**

Thème Contempt.

Create a free website or blog at WordPress.com.

Suivre

Souscrire à "jcdurbant"

Propulsé par WordPress.com